

59
Legation de Suisse
en
France

Accusé récept. le 25 oct. 1898.
Paris, le 24 Octobre 1898.

15 bis, rue de Marignan

N^o 1
98

Prière de rappeler
le numéro ci-dessous

25 oct 98
en circulation
avec les journaux ✓



Monsieur le Président,

Tant de questions se pressent
devant l'esprit que je suis obligé de faire un triage
et d'aller au plus pressé; laissant de côté pour
d'autres rapports les négociations de paix qui se
poursuivent à Paris entre les Etats-Unis et l'Espagne,
les affaires de Chine, l'affaire Dreyfus, je veux
profiter ce soir de la demi-heure qui me reste avant
le départ du courrier pour vous dire quelques mots
du conflit anglo-français provoqué par l'arrivée
de M. Marchand sur le Haut-Nil à Fachoda. —

Si vous voulez bien vous ^{re} rapporter au rapport
que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 6 janvier,
vous y trouverez les grandes lignes de la question que
j'entrevois alors comme susceptible de devenir
grave. — Après dix mois, je n'ai pas grand chose

Au
Département politique fédéral
à Berne.



2
 à changer à ce rapport, sauf un point: j'avais
 indiqué Gondokoro et non pas Fachoda, comme
 le lieu où Marchand comptait atteindre le Nil;
 j'avais donc fixé ce lieu trop au Sud.

Vous avez eu mains depuis quelques jours
 le Livre bleu anglais. Aucun chef de mission
 n'a encore reçu le Livre jaune français, mais
 l'"Echo de Paris", journal de l'Etat-major
 français en a publié ce matin le texte complet
 et je vous l'envoie sous ce pli. -

Je vous signale spécialement deux rapports
 de M. de Courcel, ambassadeur de France à
 Londres à M. Delcassé, Ministre des Affaires Etrangères
 à Paris; ils portent la date des 5 et 12 octobre.
 Je n'aborde pas la discussion juridique dans
 laquelle M. de Courcel me paraît avoir été très
 habile et paraît même avoir interloqué quelque
 peu Lord Salisbury. - Au fond, les Français
 et les Anglais employent tour à tour les arguments
 les uns des autres, chacun trouvant chez son
 adversaire des arguments parce que les situations
 se sont retournées. Je désire seulement signaler
 dans le rapport de M. de Courcel du 5 octobre

le fait que la France, si elle devait évacuer Fachoda demande qu'au préalable une entente intervienne sur son mode d'exécution, sur les conséquences et en d'autres termes sur une délimitation amiable; Lord Salisbury demande à réfléchir et à consulter ses collègues ce qui implique l'ajournement d'un ultimatum sommant la France d'évacuer Fachoda.

Le 12 octobre, M. de Courcel revient à son idée d'une délimitation, Lord Salisbury demande que les Français évacuent le bassin du Nil et se retirent dans le bassin du Congo; l'Ambassadeur de France répond que cette délimitation est impossible parcequ'en temps d'inondation les eaux s'écoulent tantôt dans l'un, tantôt dans l'autre des deux fleuves; pressés de faire des propositions claires, M. de Courcel demande un débouché par le Bahr-el-Gazahl vers le Nil pour les possessions françaises du Haut. Oubanghi et en général la délimitation des territoires entre le lac Tschad et le Nil auquel cas la question de Fachoda perdrait de son importance & disparaîtrait d'elle-même. Lord Salisbury demande à réfléchir et à consulter ses collègues. Le livre jaune français s'arrête là.

4

et malgré mes efforts je n'ai pu savoir ce qui s'était dit entre les deux Gouvernements dans la dernière douzaine de jours. -

S'autre part, je sais de source absolument bien renseignée qu'indépendamment de l'appel de 4000 volontaires d'infanterie et de 2000 volontaires d'artillerie adressé par le Ministre de la Marine à son Collègue de la Guerre, la presque totalité des troupes de ~~l'~~infanterie de marine en garnison dans l'intérieur de la France ont été envoyées dans les ports; en outre, de nombreuses troupes ont été dirigées sur les côtes pour en assurer la défense; les écoles de Foulon ont été évacuées de leurs enfants pour loger la troupe; on n'a pas envoyé de navire de guerre de la Méditerranée dans la Manche, mais l'escadre de réserve est armée partout, comme si l'on se préparait ici à la guerre. Je répète que je tiens ces renseignements de source authentique et qu'une personne en situation de savoir m'a dit aujourd'hui:

"L'affaire est dans sa période de tension,"

Je m'empresse d'ajouter qu'à mon avis

ces armements, maladroitement publiés par les petits journaux locaux et soigneusement annotés par les Attachés navals que les diverses Puissances entretiennent à Paris, ont un caractère diplomatique beaucoup plus qu'un caractère militaire. Ils sont un moyen de discussion et il faut bien se garder d'en tirer des conclusions tragiques. —

La pensée d'une possession française coupant le centre de l'Afrique de l'ouest à l'est, s'appuyant sur le Cameroun allemand, sur le Congo belge, sur l'Afrique orientale allemande est évidemment une grande pensée politique; tout comme la pensée d'un domaine anglais du Caire au Cap est une grande pensée politique. — La question est de savoir si la France a assuré à son programme l'appui d'autres grands Etats. Mais tout lieu de penser qu'en ce qui concerne l'Allemagne cet appui ne pas été promis à la France et ce fait m'a encore été confirmé aujourd'hui à l'Ambassade d'Allemagne à Paris.

Quid de la Russie? — Une longue conversation avec l'Ambassadeur russe Ouroussoff m'a aussi donné l'impression que la Russie n'avait pas

d'engagement précis avec la France à ce sujet. Je
 vais plus loin: un ancien membre du Cabinet Méline
 membre mêlé jusqu'au cou aux questions coloniales
 m'a dit cet après-midi: "Au fond, nous ne
 « pensions pas que jamais la mission Marchand
 « atteindrait le Nil et nous nous disions seulement
 « que si par hasard elle l'atteignait, cela nous
 « fournirait un terrain de discussion avec les
 « Anglais". — Est-ce que cet ancien Ministre parle
 de la sorte pour dégager des responsabilités
 devenues redoutables, c'est possible, j'ajoute que
 la manière dont il m'a parlé des relations
 franco-russes implique qu'il ne compte guère
 sur un appui du Cabinet de Pétersbourg; il
 s'est même exprimé sur les capacités intellectuelles
 de l'Empereur Nicolas II en termes significatifs.
 On est donc amené à penser que la France
 a sous les ministères précédents engagé une
 énorme question sans avoir les reins assez
 solides pour la résoudre dès le moment où
 l'affaire deviendrait une question de force,
 c'est à peu près comme si la Suisse disait
 qu'il serait utile de compléter l'œuvre grandiose

du Gotthard et du Simplon en s'emparant du port de Gênes. -

Dans le monde des affaires, je n'ai rencontré personne ici qui ne soit de Paris que la France a très habilement exploité le désir des Anglais de rester en Egypte; que la France a obtenu de la sorte sans effort facile ou express des Anglais à la formation d'un grand empire colonial au Tonkin et en Annam, à l'acquisition d'une bande de territoire français plus longue que de Paris à Marseille, à la conquête de Madagascar, à l'acquisition d'immenses territoires dans le Soudan et sur le Haut-Niger; on estime dans le monde commercial ^{qui la France} à ~~maintenant~~ plus de domaines coloniaux qu'elle ne peut digérer; qu'une rupture avec l'Angleterre compromettrait l'existence de tout ce domaine colonial, que même si la Russie se joignait à la France, la France recevrait tous les coups tandis que les Russes seraient invulnérables et pourraient même avoir des bénéfices en Chine & aux Indes, on estime donc qu'il est indispensable d'arriver à une transaction sauvant les formes, tout en

impliquant l'abandon d'une politique d'expansion
dangereuse. —

Dans le monde des attachés militaires et
navals, il y a unanimité ici pour déclarer que
la flotte française est hors d'état de se
mesurer avec les escadres britanniques. Vous
trouverez dans le "Siècle", de ce matin un
article de M. Yves Guyot qui se prononce
avec une extrême énergie et un grand
courage dans ce même sens. —

Je crois donc que le bon sens finira par
prévaloir et qu'une transaction sera trouvée. —
Cependant il faut tenir compte de l'excitation
de la presse, de la publicité donnée aux armements
et de la rentrée des Chambres où les nouveaux
éléments chauvins, boulangistes & révolutionnaires
constituent un facteur incalculable. Si donc il
importe, je le répète, de ne rien prendre de
tragique, je suis obligé de répéter le mot
de Chiens "qu'il faut prendre tout au sérieux".

Pour mémoire, il convient de mentionner
^{que,} tous les spéculateurs français et la juiverie
internationale n'ont pas le moindre désir de

voir les valeurs égyptiennes, devenues aujourd'hui de bonnes valeurs quasi-anglaises retomber dans la catégorie des valeurs "à turban". —

On me dit qu'en Suisse on est fort inquiet de la situation intérieure française; un grand journal de Bâle a envoyé un de ses rédacteurs ici pour assister aux "journées" qui se préparent à l'occasion de la rentrée des Chambres. Il vous assure que les Parisiens sont très calmes dans leur grande masse; la rue a son aspect habituel et je doute fort que bou se "coque". — Quant au Cabinet Brisson, il est entendu dans le monde diplomatique qu'il va être balayé; il n'y a qu'une voix à ce sujet chez mes collègues les monarchistes. Je suis absolument sceptique à cet égard. Chez une foule de Français très modérés que j'ai rencontrés dans les derniers jours, je ^{trouve} l'impression que le radical Brisson a très bien mené l'affaire de la grève des chemins de fer et qu'un ministère modéré n'aurait pas pu faire mieux; on lui sait gré d'avoir porté l'affaire Dreyfus devant la

10
 Cour de Cassation qui est sa vraie place. - Dans le monde parlementaire, les aspirants au pouvoir se disent que la situation n'est pas commode et que avant la liquidation de l'affaire de Fachoda et de l'affaire Dreyfus il est prudent de ne pas allonger la main dans la direction du maroquin ministériel. Hinc l'incidence à penser que le Cabinet Brisson n'est pas encore mort et qu'il vira même encore un certain temps. -

Tels sont, Monsieur le Président, les deux points sur lesquels il me paraissait nécessaire de vous renseigner sans retard; je vous écrirai prochainement sur les autres questions pendantes mentionnées au début du présent rapport et auxquelles il faut ajouter la proposition russe de désarmement et la conférence anti-anarchiste sur lesquelles je recueille peu à peu des informations.

Agriez, Monsieur le Président, les nouvelles assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse: *Lundy*

Par le temps de relire